

Gros plan

Plusieurs résultats apparaissent :

- dans les années 1920, les 10 % de ménages ayant les revenus les plus élevés percevaient en moyenne un peu plus de 40 % des revenus, que ce soit en France ou aux États-Unis. La part des revenus du premier centile était quant à elle d'environ 17 % en moyenne;
- dans les deux pays, la part des plus hauts revenus a fortement baissé entre la fin des années 1930 et le milieu des années 1940. La Grande Dépression des années 1930 (puis la Seconde Guerre mondiale) et surtout les changements politiques et institutionnels qui ont eu lieu pour répondre à la Grande Dépression expliquent cette baisse sensible de la part des plus hauts revenus. En particulier, les taux d'imposition des très hauts revenus ont été fortement accrus durant cette période, pour atteindre des taux supérieurs à 90 % aux États-Unis et au Royaume-Uni;
- au cours des dernières décennies, cependant, la part du revenu revenant aux ménages à haut revenu a fortement augmenté aux États-Unis (mais pas en France) et est revenue aux niveaux du début du XX^e siècle. Si l'on étend l'analyse à d'autres pays, on observe que la part des très hauts revenus a également augmenté au Royaume-Uni, mais pas en Allemagne. Le fait qu'on constate ainsi des évolutions différentes dans ces pays montre que l'explication de la hausse des inégalités aux États-Unis et au Royaume-Uni ne réside pas principalement dans la forme du progrès technique (qui a été similaire dans tous ces pays), mais bien plutôt dans d'autres facteurs, comme les institutions et les politiques menées : en particulier, les pays où les plus hauts revenus ont le plus augmenté sont ceux où les taux marginaux d'imposition ont le plus diminué depuis les années 1970.

On peut comprendre qu'une baisse des taux d'imposition sur les très hauts revenus (ceux des cadres dirigeants d'entreprise, par exemple) soit corrélée avec une hausse de leurs revenus (avant impôts) : les revenus des cadres dirigeants d'entreprise ne sont pas déterminés, sur un marché parfaitement concurrentiel, en fonction de leur productivité observée (il n'est d'ailleurs pas possible d'observer avec une précision extrême cette productivité, ni de la comparer avec celle d'autres travailleurs dans la même condition). Dans une telle situation d'information imparfaite, les croyances et institutions jouent un rôle majeur dans la détermination des rémunérations. La mise en place de taxes fiscales confiscatoires (supérieurs à 90 %) sur les très hauts revenus reflète une préférence sociale selon laquelle les rémunérations ne doivent pas dépasser certains niveaux.

13.5 Le changement climatique et le réchauffement global

Il est bien connu que les marchés fonctionnent mal en présence d'**externalités**¹. En ce qui concerne la croissance économique, l'une des principales externalités est l'émission de gaz à effet de serre. Le coût de ces émissions n'est pas pris en compte par les entreprises et les ménages lorsqu'ils prennent leurs décisions, par exemple en choisissant une technologie plutôt qu'une autre, ou en achetant une voiture.

Le principal gaz à effet de serre est le dioxyde de carbone (CO₂). Une partie de l'énergie (sous forme de lumière) transmise par le Soleil à la Terre est absorbée par la Terre, l'autre partie étant réfléchiée vers l'espace. Or, la quantité de CO₂ dans l'atmosphère détermine l'importance de l'« effet de serre », et donc la part d'énergie absorbée par la Terre.

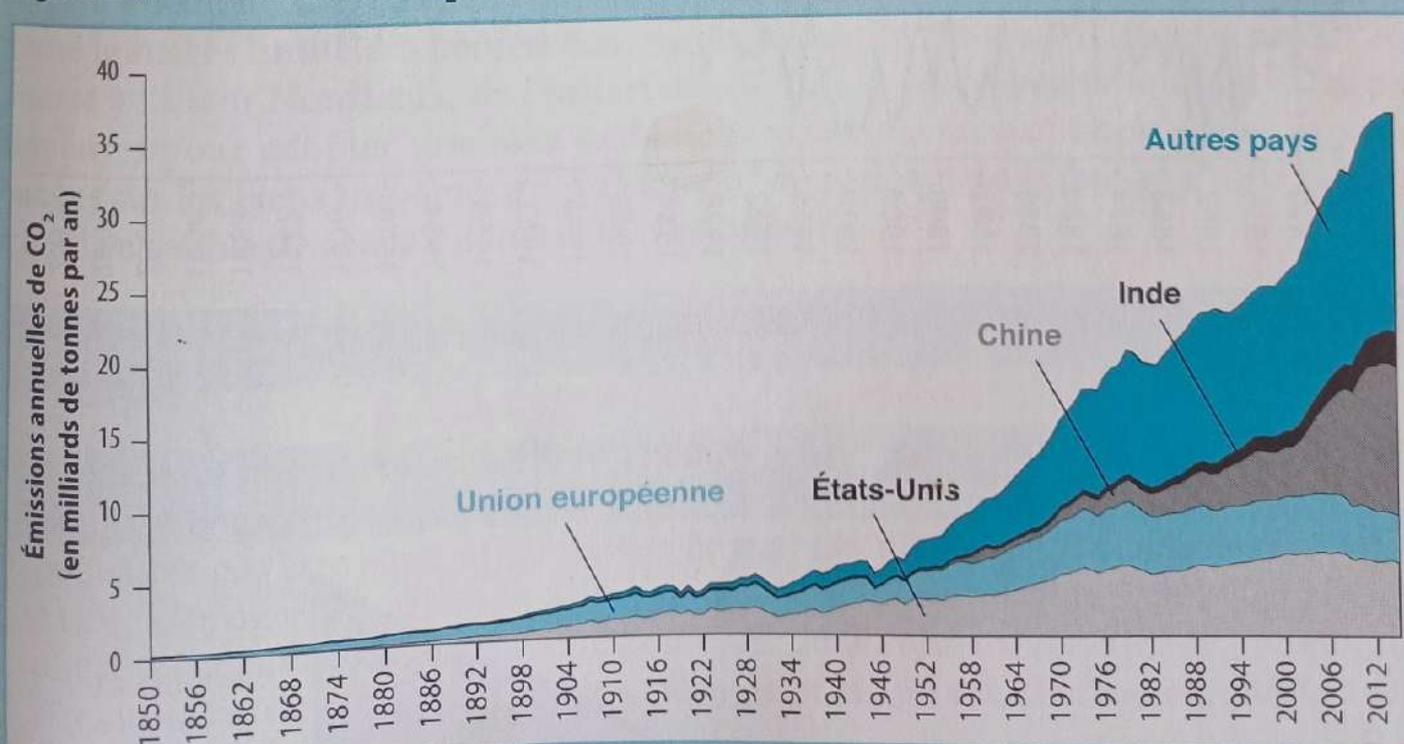
1. Les externalités sont des effets sur le bien-être des agents économiques causés par des activités économiques, sans que le marché ne la sanctionne positivement ou négativement.

la part qui est réfléchi. Cette quantité absorbée est elle-même un déterminant majeur de la température globale de la planète. En l'absence totale dans l'atmosphère de dioxyde de carbone (et d'autres gaz à effets de serre), la quantité d'énergie absorbée serait trop faible, et on estime que la température du globe serait d'environ -18°C . À l'inverse, avec une trop grande quantité de CO_2 dans l'atmosphère, la température augmente et conduit au réchauffement global. Un réchauffement substantiel serait catastrophique, provoquant une élévation importante du niveau des mers, des phénomènes climatiques extrêmes, et rendant des parties du monde inhabitables.

Depuis la Révolution industrielle, l'utilisation d'énergies fossiles (principalement le charbon) a fortement augmenté les émissions de CO_2 . Dans le même temps, on a constaté une hausse importante de la température globale moyenne. Les figures 13.7 et 13.8 montrent ces deux évolutions.

La figure 13.7 présente l'évolution des émissions de CO_2 depuis 1850, par région du monde. Elle montre que les émissions ont très fortement augmenté avec le temps, d'abord en Europe pendant la Révolution industrielle, les États-Unis devenant ensuite le principal émetteur. Depuis les années 2000, cependant, les émissions de la Chine ont dépassé celles de l'Europe et des États-Unis combinées.

Figure 13.7 Émissions de CO_2 depuis 1850, par région.



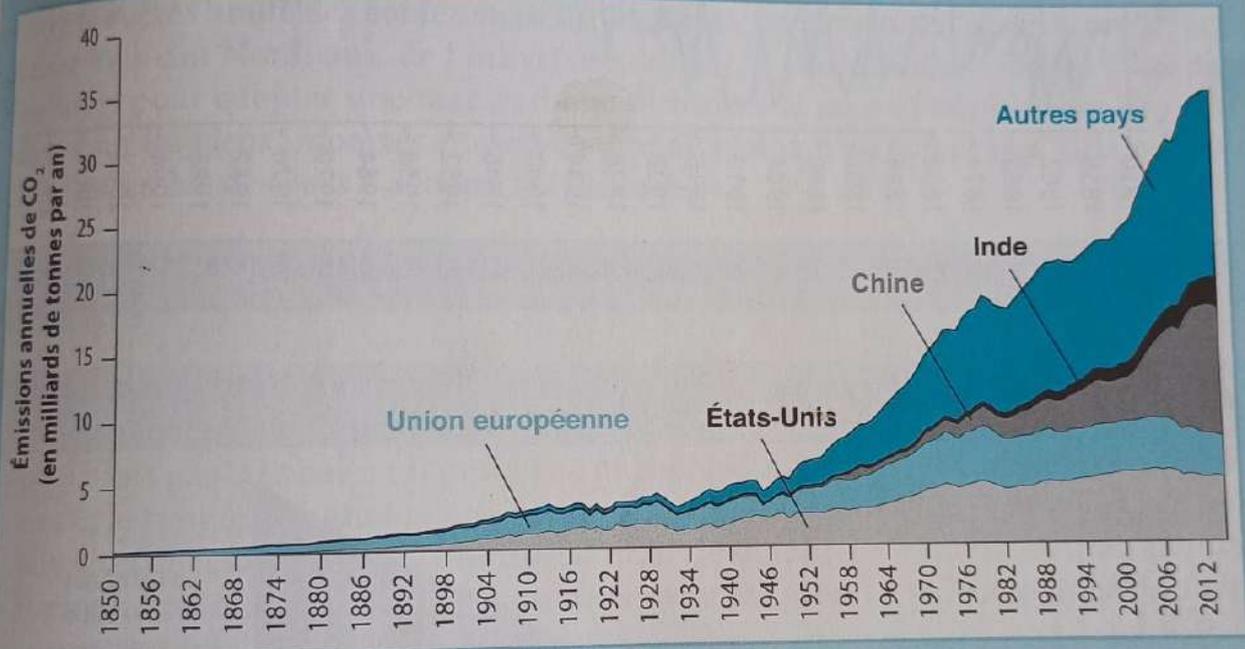
Source : Carbon Dioxide Information Analysis Center (CDIAC), <https://cdiac.ess-dive.lbl.gov>.

et on estime que la quantité de CO₂ dans l'atmosphère, la température augmente et conduit au réchauffement global. Un réchauffement substantiel serait catastrophique, provoquant une élévation importante du niveau des mers, des phénomènes climatiques extrêmes, et rendant des parties du monde inhabitables.

Depuis la Révolution industrielle, l'utilisation d'énergies fossiles (principalement le charbon) a fortement augmenté les émissions de CO₂. Dans le même temps, on a constaté une hausse importante de la température globale moyenne. Les figures 13.7 et 13.8 montrent ces deux évolutions.

La figure 13.7 présente l'évolution des émissions de CO₂ depuis 1950, par région du monde. Elle montre que les émissions ont très fortement augmenté avec le temps, d'abord en Europe pendant la Révolution industrielle, les États-Unis devenant ensuite le principal émetteur. Depuis les années 2000, cependant, les émissions de la Chine ont dépassé celles de l'Europe et des États-Unis combinées.

Figure 13.7 Émissions de CO₂ depuis 1850, par région.



Source : Carbon Dioxide Information Analysis Center (CDIAC), <https://cdiac.ess-dive.lbl.gov>.

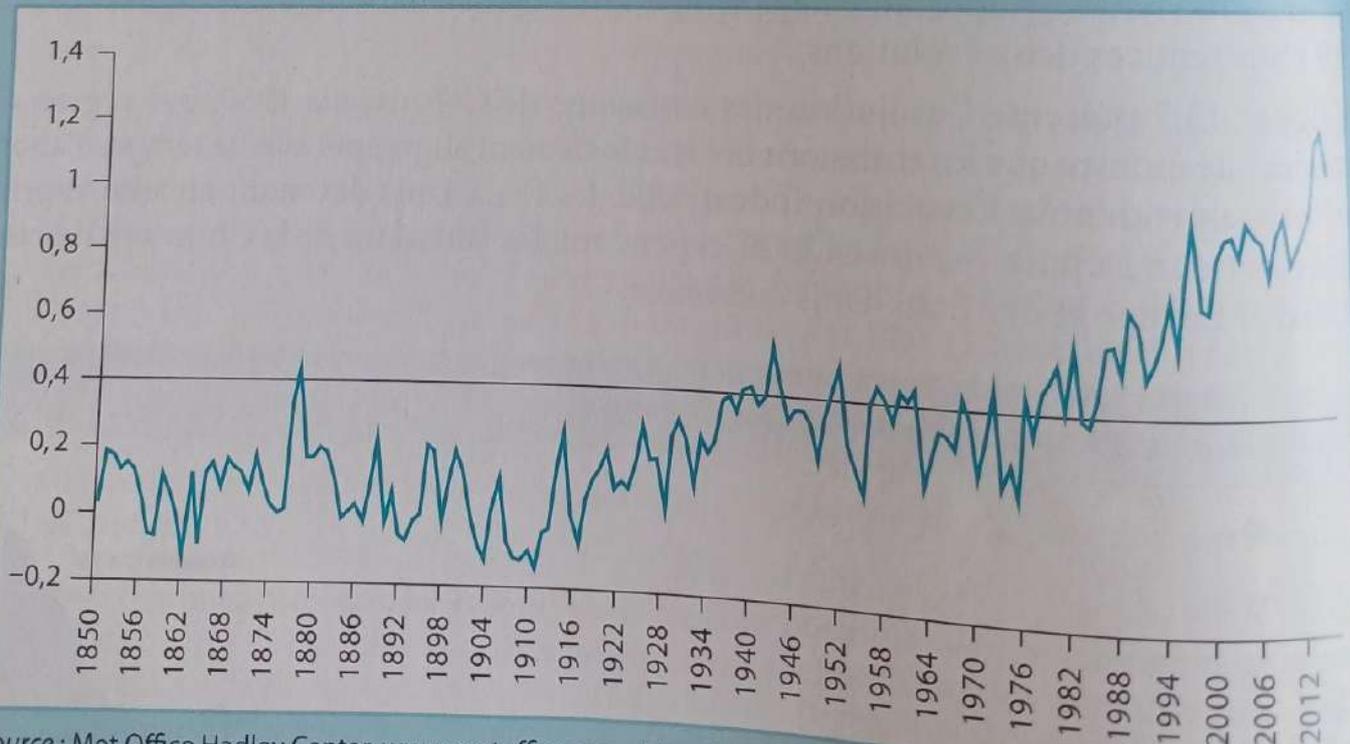
La figure 13.8 montre l'augmentation de la température moyenne depuis 1850, qui s'écarte de plus en plus de la moyenne correspondant à la période 1961-1990. La température a augmenté d'environ 1,2 °C depuis 1850, l'essentiel de l'augmentation ayant eu lieu depuis la fin des années 1970.

L'augmentation combinée des émissions de CO₂ et de la température globale est un fait indéniable, que seuls contestent des excentriques (malheureusement, ils existent). Ce réchauffement climatique pose un problème majeur, et il faut réduire les émissions de CO₂ pour le limiter.

Si l'on se tourne désormais vers les prochaines années et décennies, quel sera le rythme du réchauffement à l'avenir ? La figure 13.9 présente la moyenne des prévisions. En

l'absence de toute politique climatique, on estime que les températures augmenteraient en moyenne de 4,1 à 4,8 °C à l'horizon 2100 par rapport au niveau qui existait avant la Révolution industrielle. Cela rendrait la planète en grande partie inhabitable. Si les engagements pris à ce jour par les États étaient tenus, la hausse serait de 3,1 à 3,7 °C, ce qui serait déjà catastrophique. De plus, ces engagements ne sont pas contraignants, et les données montrent que de nombreux pays ne les tiennent pas à ce jour, alors que ces engagements sont déjà insuffisants pour limiter le réchauffement à un niveau de 1,5 à 2 degrés, considéré comme la limite acceptable par les scientifiques.

Figure 13.8 Température globale moyenne depuis 1850.



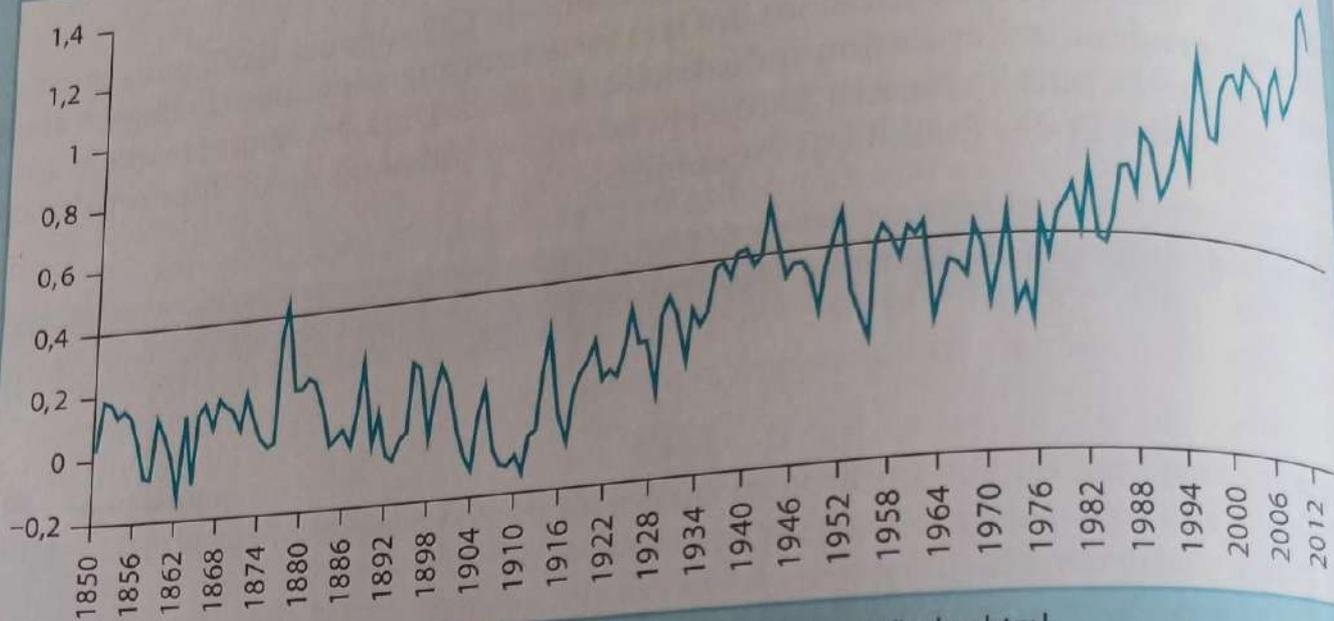
Source : Met Office Hadley Center, www.metoffice.gov.uk/hadobs/hadcrut4/index.html.

Figure 13.9 Scénarios de réchauffement global.

2 degrés, considère

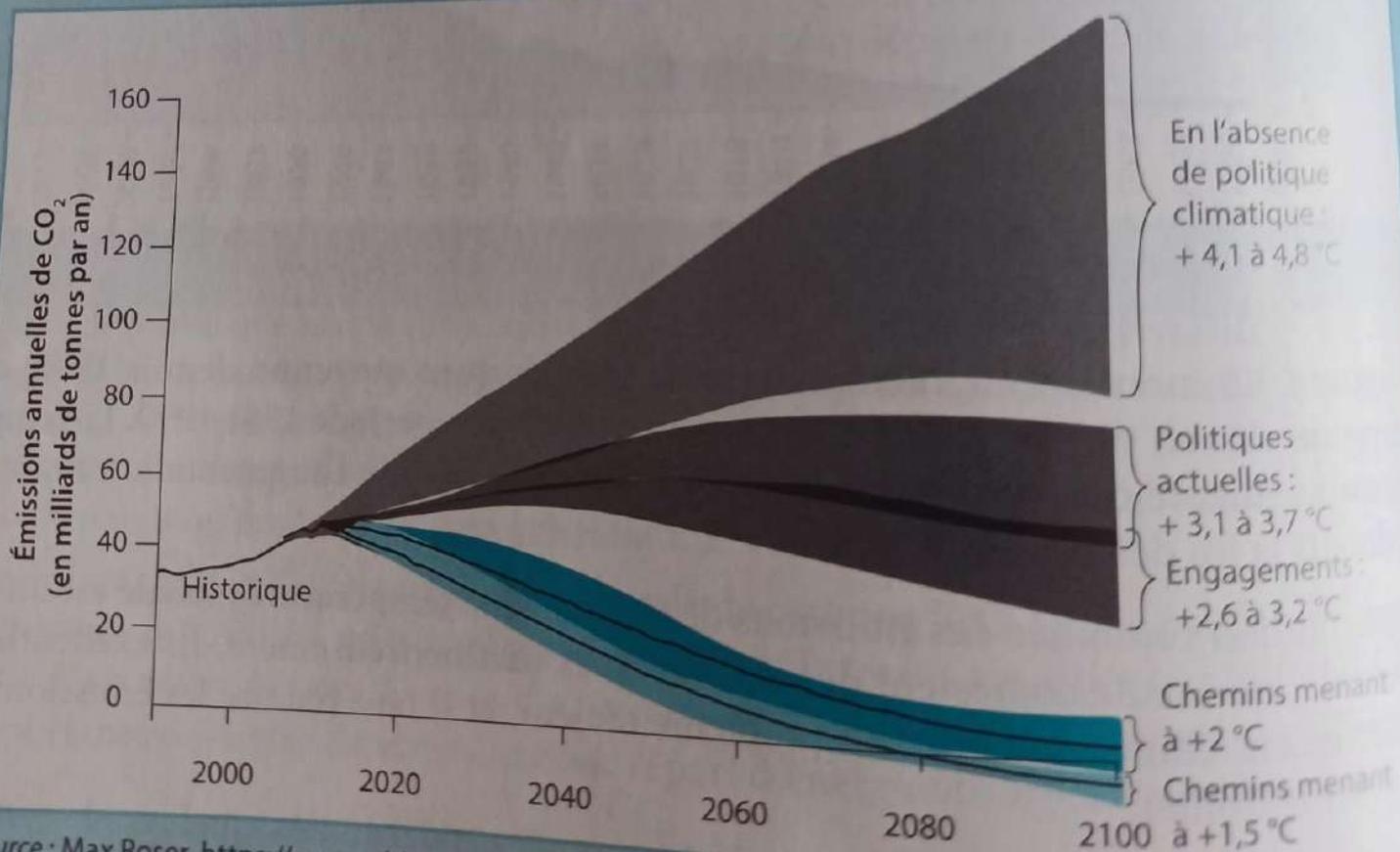
Figure 13.8

Température globale moyenne depuis 1850.



Source : Met Office Hadley Center, www.metoffice.gov.uk/hadobs/hadcrut4/index.html.

Figure 13.9 Scénarios de réchauffement global.



Source : Max Roser, <https://ourworldindata.org/uploads/2018/04/Greenhouse-gas-emission-scenarios-01.png>

Quelles sont les politiques qui pourraient permettre de limiter le réchauffement climatique? Les économistes s'accordent largement à considérer que la meilleure politique est de fixer un prix sur les émissions de carbone (par exemple sous la forme d'une **taxe carbone**), afin d'**internaliser l'externalité associée à ces émissions**¹. Quatre raisons expliquent que cela n'ait largement pas été fait. Tout d'abord, jusqu'à récemment, le réchauffement climatique n'était pas perçu comme une priorité. De fait, certains gouvernements continuent aujourd'hui à refuser la réalité. Deuxièmement, toute politique qui cause des coûts à court terme pour des bénéfices difficiles à évaluer et dans un futur lointain est difficile à vendre politiquement. Troisièmement, dans la mesure où, au sein de chaque pays, les ménages les plus pauvres ont en moyenne des voitures plus anciennes et qui produisent pour cette raison plus d'émissions de CO₂, les politiques de lutte contre ces émissions sont régressives, sauf à être compensées par une redistribution adaptée. Quatrièmement (et c'est sans doute la raison la plus importante), les négociations internationales sur le climat sont source de tensions importantes entre les marchés émergents et les économies avancées. On voit sur la figure 13.7 que la Chine est désormais le principal émetteur de CO₂, et serait donc le pays le plus impacté par la fixation d'un prix sur ces émissions. La Chine avance cependant l'argument que l'Europe et les États-Unis ont pu se développer et émettre du CO₂ sans payer de coût, et qu'il serait injuste de demander à la Chine de le faire pour ses propres émissions.

Plus généralement, il est difficile de trouver un accord entre l'ensemble des pays, ce que montre le succès limité des conférences sur le climat. En l'absence d'un tel accord, l'économiste William Nordhaus, de l'université de Yale, a proposé une solution² : les pays volontaires pour adopter une taxe carbone devraient le faire et imposer des droits de douanes sur les biens importés en provenance de pays qui ne le font pas. Cela pourrait inciter l'ensemble des pays à adopter la taxe carbone.

- S'il doit y avoir une relation entre croissance de la productivité et chômage dans le plus long terme, il apparaît que cette relation est de sens opposé : c'est le **ralentissement de la productivité qui entraîne une hausse du chômage**. Une explication possible serait que lorsque la productivité ralentit, les travailleurs continuent pour un temps de demander des augmentations de salaire et ils les obtiennent en échange d'une augmentation du nombre de chômeurs.
- Le progrès technique n'est pas un processus graduel qui profite à tous. C'est plutôt une sorte de tourbillon : **le progrès technique implique des changements structurels**. Et dans ce tourbillon, si la plupart des travailleurs sont gagnants, il y a tout de même des perdants. Lorsque de nouvelles techniques de production sont inventées, les anciennes deviennent obsolètes. Les qualifications qui correspondaient à ces techniques ne sont plus demandées, et les travailleurs voient leur salaire baisser ou se retrouvent au chômage.
- Les inégalités salariales ont augmenté aux États-Unis au cours des vingt dernières années. Le salaire réel des travailleurs non qualifiés a diminué. Les deux causes principales sont le **commerce international** et le **biais du progrès technique**.
- Le **changement climatique** est peut-être le défi le plus important pour la croissance. Il est prouvé que la température moyenne mondiale a augmenté régulièrement et que cela est très probablement dû à l'augmentation des émissions de CO₂. Jusqu'à présent, les progrès ont été insuffisants. La meilleure politique serait l'introduction d'une **taxe carbone**, mais celle-ci se heurte à des obstacles politiques et géopolitiques.